

so!



Focus :

Esclavage moderne



Votre legs fait la différence! solidar.ch

Comment ? Découvrez-le à la page 15.

Image de couverture

Un travailleur transporte des briques cuites dans une
fabrique au Cambodge. Photo : Saobora Narin, Fairpicture



Chère lectrice, cher lecteur

Le travail des enfants est et reste indéniablement la pire forme d'esclavage moderne. Dans une grande partie de nos pays partenaires, plus d'un·e enfant sur cinq se retrouve acculé·e à un travail qui nuit à sa santé et à son développement.

Dans la Suisse pauvre d'antan aussi, le travail des enfants a dû être interdit. C'est aux syndicats, aux associations, aux paroisses et aux institutions éducatives que nous devons leur protection face à la résistance des forces économiques libérales.

En 2025, le Musée national suisse à Zurich dédiera une exposition au travail des enfants dans les manufactures d'allumettes de Frutigen, où la manipulation de substances chimiques toxiques, comme le phosphore jaune, le rendait particulièrement dangereux.

De l'histoire ancienne chez nous, mais toujours une triste réalité au Guatemala ! J'ai été choqué, lors de ma dernière visite de projets de Solidar, de voir combien d'enfants manipulaient du phosphore et de la poudre noire à leur domicile, souvent au prix de graves blessures voire de leur vie. Comme en Suisse il y a 150 ans, ces enfants fabriquent des feux d'artifice.

Nous refusons de fermer les yeux et luttons contre l'exploitation des enfants avec nos organisations partenaires locales. Dans ce combat, nous comptons sur vous chère lectrice, cher lecteur.

Felix Gnehm
Directeur de Solidar Suisse

Sommaire



Focus

Esclavage moderne

L'esclavage moderne est une réalité dans le monde entier et particulièrement en Asie, où des millions de personnes subissent la violence et la discrimination. Les femmes, les personnes migrantes et les enfants sont les premières victimes du travail forcé et du mariage forcé. Les inégalités historiques et la mondialisation renforcent une exploitation dont nous consommons chaque jour les fruits. Une variante récente, l'escroquerie en ligne, prend également de l'ampleur.

Page 6

En bref	4
Focus	6
Interview	14
Actualité	15
En coulisses	16
Chronique	17
Rétrospective	18
Dernière page	19



Myanmar

Séisme au Myanmar

Le 28 mars, le séisme le plus violent depuis des décennies a frappé le Myanmar et semé la destruction dans le centre du pays. À l'heure de boucler ce numéro, il avait déjà fait plus de 3500 victimes. Des milliers de personnes ont été blessées et des dizaines de milliers de familles se sont retrouvées à la rue, sans eau potable, sans nourriture et sans prise en charge médicale.

Solidar a fourni une aide humanitaire immédiate avec l'une de ses organisations partenaires dans les régions de Mandalay et de Sagaing, les plus touchées par le séisme.

La population du Myanmar a plus que jamais besoin de notre solidarité. Sous l'effet des coupes drastiques opérées dans l'aide publique au développement par de nombreux pays riches, en particulier par les États-Unis mais aussi par la Suisse, les moyens nécessaires pour apporter une assistance humanitaire après la catastrophe font cruellement défaut.

D'avance, un grand merci pour votre don, afin de nous permettre de fournir de la nourriture, de l'eau potable, des produits d'hygiène et des logements d'urgence aux personnes affectées.



Faire un don pour la population touchée :
www.solidar.ch/myanmar

Table ronde

Les feux en Amazonie, une catastrophe ignorée

Les feux en Amazonie, qui ont dégénéré en 2024 en Bolivie, seront à l'ordre du jour de l'assemblée générale de Solidar. La moitié du pays a baigné des mois durant dans un nuage de fumée toxique et quelque 9,8 millions d'hectares, soit 2,4 fois la superficie de la Suisse, ont brûlé. L'équipe locale de Solidar Suisse a organisé une assistance immédiate et aidé la population des régions couvertes par le projet à protéger ses moyens de subsistance. Des images impressionnantes révèlent l'ampleur de la catastrophe. Ironie du sort, ces mêmes régions se sont retrouvées sous l'eau ce mois d'avril après avoir connu les pires inondations en 40 ans. Nous discuterons avec Joachim Merz, notre responsable de programme en Bolivie, et Benjamin Gross, responsable marketing et communication, de la réponse que Solidar Suisse apporte à ces effets catastrophiques de la crise climatique.

Mercredi 21 mai 2025, 18 heures
Volkshaus de Zurich





Bosnie-Herzégovine

Première femme à la tête d'un syndicat

Le 21 décembre 2024, Zekira Nadžak a été élue première femme présidente du syndicat textile de la Fédération de Bosnie-Herzégovine après avoir recueilli pas moins de 75 % des voix face à Zlatibor Kojčić, l'actuel président. Zekira Nadžak est diplômée de la Labor Rights Academy, un projet lancé par Solidar Suisse fin 2023 pour renforcer les syndicats. Les travailleuses et travailleurs sont souvent victimes d'exploitation dans les usines textiles bosniaques et gagnent beaucoup moins que le salaire décent. « L'académie m'a ouvert les yeux », affirme la syndicaliste engagée. « C'en est fini de subir en silence ! La pénurie de main-d'œuvre actuelle nous offre la chance unique de changer les règles du jeu. »

Solidar recommande

Briser le silence

Conseil de lecture de Sylvie Arnanda

Dans son roman *Houris*, récompensé par le Prix Goncourt en 2024, Kamel Daoud interroge le silence qui survient après les atrocités de la guerre civile en Algérie. Aube, son personnage principal, ne s'exprime qu'à grand-peine. Son cou arbore un sourire macabre, un rappel repoussant de la honte et des massacres du passé. Survivante, elle tente de tracer les blessures visibles et invisibles d'un pays contraint à l'oubli. Son récit, sous la forme d'un monologue poignant, s'adresse à l'enfant qui se cache au creux de son ventre.

Dans ce livre, Kamel Daoud appose des mots sur la « décennie noire » algérienne et esquisse également la condition des femmes, elles-mêmes, comme la narratrice, souvent réduites à un silence douloureux. *Houris* est un livre qui refuse de se taire et secoue lectrices et lecteurs à coups de mots poétiques, parfois crus, et puissants.

Kamel Daoud, *Houris*
Éd. Gallimard, 2024, 416 pages

Commentaire

Un monde en peine

Cette fois, Solidar Suisse est directement touchée : du jour au lendemain, un programme qui soutenait 36'000 travailleuses et travailleurs dans les secteurs économiques les plus précaires d'Asie, développé en étroite coopération avec les autorités états-uniennes, est aboli par ces mêmes autorités.

Ce faisant, les sbires du pouvoir aux États-Unis forcent Solidar Suisse à mettre fin à sa collaboration avec des dizaines de milliers de femmes et d'hommes victimes d'exploitation dans des entreprises asiatiques. L'interruption abrupte d'initiatives prometteuses dans le secteur du travail à la tâche pèse particulièrement lourd. Solidar Suisse avait mis au point des mesures efficaces pour protéger les travailleur·euse·s exploité·e·s par des applications et des algorithmes. Les États-Unis n'ont même pas versé des fonds approuvés en 2024. Si le demi-million de francs promis devait ne jamais se matérialiser, Solidar Suisse pourrait elle-même se retrouver en difficulté financière. Alors que les États-Unis sacrifient des projets de développement sur l'autel de l'idéologie, la Suisse suit le mouvement. Ses motivations sont similaires, l'argent de la coopération internationale devant être réaffecté à l'armement. Résultat, Solidar Suisse doit suspendre cinq projets cette année et ainsi barrer l'accès de milliers de personnes à un soutien essentiel à leur survie. Ces coupes budgétaires ne sont pas abstraites. Des êtres humains les paient de leur vie.

Commentaire de Felix Gnehm, directeur de Solidar, 20 mars 2025

49,6
millions

de personnes vivent en
situation d'esclavage
moderne dans le monde



Une usine d'arnaques en ligne a été démantelée à Bamban, au nord de Manille, aux Philippines.

Focus

L'esclavage moderne

L'esclavage moderne concerne des millions de personnes prisonnières du travail ou du mariage forcé et menace particulièrement les femmes, les personnes migrantes et les enfants. Fondé sur des inégalités et des discriminations historiques, il existe dans le monde entier. C'est toutefois en Asie que vit le plus grand nombre de travailleur·euse·s forcé·e·s, dans l'indifférence de leur gouvernement. Une grande partie de nos biens de consommation sont produits dans des conditions proches de l'esclavage. Solidar Suisse se bat contre l'exploitation et pour les droits des personnes concernées.

Découvrez dans ce numéro comment Solidar s'engage contre l'esclavage moderne.

- 8** Le nouveau visage de l'esclavage
- 10** Le travail des enfants broie les perspectives
- 11** Le racisme nourrit l'exploitation
- 12** Escroquerie en ligne : aucune reconnaissance pour les victimes
- 13** L'esclavage moderne dans les briqueteries

Le nouveau visage de l'esclavage

L'esclavage moderne est un phénomène largement répandu, fondé sur des structures d'oppression historiques dont les pays riches continuent de profiter.

Texte : Indira Gartenberg, responsable du programme Asie pour le travail décent



Des vêtements aux voitures, de la nourriture aux appareils technologiques, l'esclavage moderne est présent dans presque tous les domaines de la vie des pays riches industrialisés. Les profits des multinationales et notre propre confort de consommation reposent bien souvent sur le travail de personnes subissant contrainte, menace, violence, escroquerie ou abus de pouvoir, voire tout cela en même temps.

D'après les estimations actuelles, 49,6 millions de personnes vivent dans des conditions d'esclavage moderne dans le monde, dont 29 millions dans la seule région Asie-Pacifique.

Un continuum lourd de conséquences

L'esclavage se décline sous de multiples formes en Asie, tant dans les zones rurales qu'urbaines. Des variantes numériques, telles que l'industrie de l'escroquerie en ligne, sont récemment venues s'ajouter à la liste. Alors que les formes traditionnelles d'esclavage liées à la religion, à la caste, à l'appartenance ethnique, à la classe et au genre subsistent, la surexploitation des matières premières et l'économie mondialisée exacerbent encore les inégalités sociales. Esclavage historique et esclavage

moderne sont étroitement liés, car les nouvelles formes d'exploitation naissent d'un système de marginalisation profondément enraciné et toujours influent. Des études menées par l'Organisation internationale du travail (OIT) révèlent ainsi une nette corrélation entre le travail forcé et les formes traditionnelles de discrimination dans les pays d'Asie.

Risque accru pour les femmes et les personnes migrantes

Les conflits, l'instabilité politique, les crises liées au climat et l'évolution rapide du monde du travail poussent surtout les personnes pauvres à s'exiler ou à émigrer. Beaucoup s'endettent ou sont prises au piège de rapports de dépendance funestes. Pas étonnant donc que l'exploitation par le travail continue d'augmenter dans de vastes régions d'Asie. Les inégalités de genre aggravent encore la situation, notamment à travers la traite des femmes, le mariage forcé ou les inégalités salariales. Car l'esclavage moderne ne s'arrête pas au travail forcé. En effet, 22 des 49,6 millions de personnes concernées, soit plus de 44 %, sont victimes de mariage forcé, dont deux tiers de femmes.

Au Bangladesh, des situations de travail forcé ont été recensées dans des secteurs tels que la transformation de poisson, la démolition navale, la production d'aluminium, la culture du thé et la production textile. Selon une étude de 2022, 86% des travailleur·euse·s de l'industrie textile informelle, qui échappe pratiquement à tout contrôle de l'État, répondent aux critères de l'esclavage moderne, dont une majorité de femmes et de personnes migrantes à l'intérieur du pays. Les enfants sont exploité·e·s dans le trafic de stupéfiants, sont contraint·e·s à la mendicité ou doivent trimer dans des briqueteries, des ménages privés et des usines de transformation du poisson séché. Au Burkina Faso aussi, un grand nombre d'enfants travaillent dans les champs de coton ou les mines d'or (p. 10).

Une dépendance inextricable à cause des dettes

Le Cambodge connaît le taux d'endettement par personne le plus élevé au monde. Le total des dettes contractées par ses 17 millions d'habitant·e·s dépasse les cinq milliards de dollars. Incapables de rembourser leurs prêts auprès des institutions commerciales de microfinance, beaucoup perdent leurs terres et leur logement et doivent travailler dans des fabriques de briques, dans des conditions dangereuses et une servitude pour dettes de longue durée (p. 13).

Avec un chiffre d'environ onze millions, c'est l'Inde, pays le plus peuplé au monde, qui compte le plus grand nombre de personnes en situation d'esclavage moderne selon le Global Slavery Index. Issues en majorité de castes historiquement marginalisées, elles travaillent dans divers secteurs tels que l'agriculture, la production de briques ou encore l'industrie minière.

Par ailleurs, la tendance au cyberesclavage s'accélère de manière inquiétante en Asie du Sud-Est, en particulier au Cambodge, au Laos, au Myanmar et aux Philippines. Les victimes sont enfermées dans des centres dits d'arnaque, où elles sont maltraitées et forcées à escroquer d'autres personnes en ligne. Les profits des réseaux criminels se chiffrent en milliards (p. 12).

Une exploitation qui profite aux gouvernements

De nombreux gouvernements ignorent le problème de l'esclavage moderne dans leur pays, souvent intentionnellement. Les mesures prises en parallèle pour rétrécir la marge de manœuvre de la société civile et ainsi empêcher les protestations et la résistance ne font qu'aggraver la situation. Les pays comptant une part élevée de travailleur·euse·s migrant·e·s sans statut légal profitent souvent sciemment de leur statut précaire. Tel le Proche-Orient, où des personnes migrantes des Philippines ou d'Indonésie travaillent comme employé·e·s de maison, ou dans les plantations de palmiers à huile du Sabah en Malaisie, où 90% de la main-d'œuvre vient d'Indonésie. Sans statut de séjour sûr, ces personnes se retrouvent à la merci des propriétaires des plantations.

Résistance et engagement

En Afrique du Sud aussi, Solidar Suisse s'engage pour des conditions de travail équitables et pour les droits des travailleur·euse·s (p. 11). Aux côtés de nos organisations partenaires,

nous soutenons des millions de travailleur·euse·s informel·le·s et migrant·e·s, de femmes, de groupes marginalisés et de personnes en situation de handicap sur la voie vers la dignité et l'égalité.

Au Cambodge, nous nous battons contre la servitude pour dettes dans l'industrie des briques ainsi que pour de meilleures conditions de travail et de vie avec le syndicat BWTUC, qui explique leurs droits aux travailleuses et travailleurs et défend la protection sociale. Notre organisation partenaire Cambodia Women's Crisis Center (CWCC) s'engage contre la traite des êtres humains, promeut une migration sûre et soutient les personnes de retour au pays dans la région frontalière avec la Thaïlande.

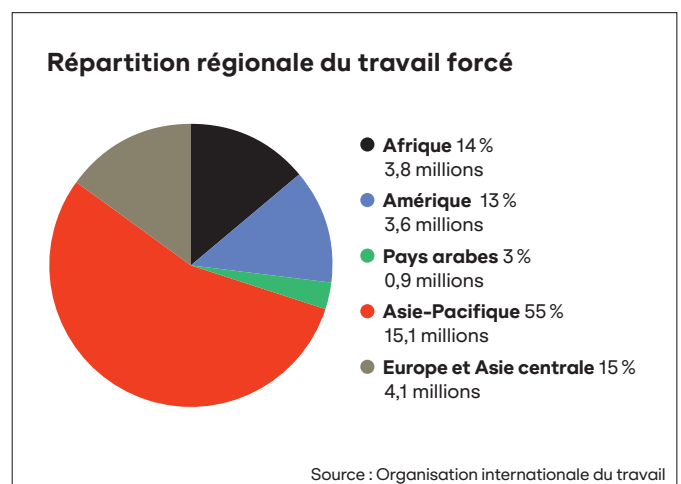
Au Sabah, en Malaisie, nous développons des réseaux permettant aux travailleur·euse·s migrant·e·s des plantations de palmiers à huile de faire valoir leurs droits.

À l'aide d'un réseau régional, nous créons par ailleurs dans six pays asiatiques une plateforme permettant aux travailleur·euse·s informel·le·s des secteurs les plus divers d'échanger leurs expériences. Ce n'est qu'en s'organisant en syndicats et collectifs que les travailleuses et travailleurs peuvent défendre efficacement leurs droits. C'est aussi la seule réponse durable à l'esclavage moderne, en Asie et dans le reste du monde. ●

Esclavage moderne (arrondi en millions)

	Travail forcé	Mariage forcé	Esclavage moderne
Monde	27,6	22,0	49,6
Hommes	15,8	7,0	22,9
Femmes	11,8	15,0	26,7
Adultes	24,3	13,0	37,3
Enfants	3,3	9,0	12,3

Source : Organisation internationale du travail





Des enfants au travail dans une usine de poisson séché à Cox's Bazar, au Bangladesh.

Le travail des enfants broie les perspectives

Partout dans le monde, des enfants travaillent pour assurer la survie de leur famille. Au prix de leur éducation et de leur santé.

Texte : Serafina Häfeli, collaboratrice du programme Burkina Faso, et Talha Paksoy, responsable du programme Bangladesh et Pakistan

Au Bangladesh, des enfants travaillent pendant des heures sous un soleil de plomb. Certain·e·s n'ont pas plus de huit ans. Dans les sites de démolition navale de Chittagong, des travaux dangereux leur sont confiés pendant que leur père démantèle d'immenses navires. À Cox's Bazar, leur tâche est d'enlever les arêtes des poissons et de les faire sécher, les mains blessées par le sel, à côté de leur mère qui portent un nourrisson sur le dos sous une chaleur suffocante. Le travail des enfants est également très répandu au Burkina Faso : selon une étude de l'office burkinabè de la statistique de 2022, environ 40 % travaillent, dont un tiers dans des conditions dangereuses et interdites pour les enfants, en tant

qu'employé·e·s de maison, dans les champs de coton, dans les mines d'or ou dans la rue.

Un fléau nourri par la crise climatique

Malgré la croissance économique, les inégalités restent criantes au Bangladesh et l'effondrement de l'industrie textile pendant la pandémie de COVID-19 a contraint des milliers d'enfants à travailler dans des conditions souvent dangereuses. Le changement climatique a toutefois aussi son rôle à jouer : la montée du niveau de la mer menace les communautés côtières et les phénomènes météorologiques extrêmes déplacent de force des milliers de per-

sonnes. Des enfants qui allaient à l'école dans leur région rurale d'origine fouillent maintenant les poubelles, cousent des vêtements ou travaillent dans la transformation du poisson et l'industrie de démolition navale.

Solidar Suisse s'engage pour les enfants qui travaillent, dans ces pays et ailleurs. Au Burkina Faso, nous protégeons les enfants qui exécutent des travaux dangereux dans les champs de coton et soutenons leurs familles. Nos organisations partenaires sensibilisent les parents au grave danger que courent leurs enfants en manipulant des substances chimiques toxiques, et leur ap-

Au Burkina Faso, 40 % des enfants travaillent.

prennent à produire du compost ou de l'engrais organique à la place. « Avant, mes enfants faisaient tout dans les champs à part pulvériser les pesticides. Je croyais que c'était la seule activité dangereuse », confie Alassane Diallo, cultivateur de coton. « Je sais maintenant quels travaux leur font du tort et je les leur épargne. »

Briser le cercle vicieux

Offrir une perspective aux enfants permet de les protéger contre les formes dangereuses de travail des enfants. Voilà pourquoi Solidar Suisse se bat pour leur réinsertion scolaire. Au Bangladesh, nous nous engageons pour permettre aux enfants de troquer les halles d'usine et les sites de transformation du poisson contre des salles de classe. Les offres intensives d'apprentissage les aident à renouer avec une scolarisation régulière et à retrouver confiance en eux. Nous créons en outre des formes alternatives de revenu pour les enfants et les adultes au moyen de formations de couture ou de réparation de téléphones portables, par exemple. Des potagers permettent aux parents de satisfaire le besoin en légumes et en herbes de la famille et leur apportent les revenus nécessaires pour couvrir d'autres frais, et ainsi tenir leurs enfants à l'écart du travail dangereux.

Au Burkina Faso, les enfants plus âgé·e·s et les adolescent·e·s peuvent suivre une formation professionnelle et reçoivent une aide au démarrage qui leur permet de lancer leur propre petite entreprise plutôt que de travailler dans les mines d'or ou les champs de coton.

Des succès compromis par la baisse de moyens

Mais alors que les défis se multiplient, les moyens alloués à la coopération internationale diminuent, y compris en Suisse, qui s'est retirée du Bangladesh au mois de janvier.

Une approche globale est indispensable pour réaliser de réels progrès : les gouvernements doivent imposer des lois contre le travail des enfants, les entreprises mettre en place des pratiques éthiques et la communauté internationale investir dans des solutions pérennes qui luttent contre le dénuement économique tout en favorisant l'adaptation aux changements climatiques. Rester les bras croisés, c'est contraindre davantage d'enfants à travailler au lieu d'apprendre et de se bâtir un avenir meilleur. ●

Votre don compte !

75
francs

permettent de créer une boîte à images pour sensibiliser un village de culture du coton aux dangers des produits chimiques pour les enfants.

100
francs

offrent trois repas par jour à 30 élèves du Bangladesh.

150
francs

fournissent à un·e producteur·trice le matériel nécessaire pour fabriquer du compost organique ou des produits phytosanitaires.

solidar.ch/fr/agir



Le racisme nourrit l'exploitation

En Afrique du Sud, les personnes migrantes travaillent dans des conditions proches de l'esclavage. CWAO, partenaire de Solidar, est l'une des rares organisations à les soutenir.

Texte : Nandi Vanqa-Mgijima, Casual Workers Advice Office (CWAO)

« Je viens du Mozambique et je travaille ici comme livreur depuis trois ans et demi. Les conditions sont mauvaises : longues journées, heures supplémentaires non payées, pas d'équipement de protection, fourgonnettes délabrées... », raconte Mauricio Siteo, 25 ans, qui travaille dans une ferme maraîchère et floricole à l'ouest de Johannesburg. « Nous n'avons ni fiche de salaire ni assurance-chômage et le tarif horaire de 18 rands (85 centimes) est loin du salaire minimal légal de 28 rands. »

Le pourboire pour seul salaire

Mauricio Siteo n'est pas le seul dans ce cas. La santé des personnes migrantes qui travaillent des heures durant, par tous les temps, dans les parkings et devant les centres commerciaux est aussi mise en danger. Beaucoup n'ont pas de domicile fixe et n'ont que le pied des arbres ou le trottoir pour se reposer. Il arrive qu'une taxe de 50 rands, environ 2,40 francs, par jour soit imposée pour surveiller les parkings. Et au lieu de percevoir un salaire, ces personnes doivent payer pour utiliser la casquette et la veste qui les identifient en tant que surveillant·e·s. Elles reçoivent pour tout revenu les pourboires laissés par la clientèle.

Beaucoup travaillent aussi comme livreur·euse·s, pour Dash, Uber Eats ou Mr Delivery. La rémunération est à la course et des heures supplémentaires intensives sont souvent nécessaires pour s'en sortir. Aucune formation moto, aucun équipement de protection, aucun téléphone portable n'est fourni. Non couvertes par le droit du travail en raison de leur statut d'indépendant·e·s, ces personnes peuvent être renvoyées d'un jour à l'autre et n'ont pas droit aux prestations sociales, aux heures de travail réglementées ou au paiement des heures supplémentaires. Les employeur·euse·s répercutent aussi sur elles les coûts élevés de maintenance de la flotte, de carburant et d'assurance.

Droits des travailleur·euse·s et loi sur l'immigration

Si les droits des travailleur·euse·s, tels que l'organisation syndicale, le salaire minimal, l'assurance-chômage et l'indemnisation en cas d'accidents et de maladies liés au travail, ont été étendus aux quelque 2,9 millions de travailleur·euse·s migrant·e·s en 1995, beaucoup n'ont toutefois pas de statut légal, ce dont les employeur·euse·s tirent parti. Les personnes qui font appel aux autorités risquent d'être arrêtées et renvoyées du pays. « Chercher à faire valoir ses droits, c'est risquer le licenciement et l'expulsion », explique Mauricio Siteo. « Les syndicats ne nous défendent pas. Seule CWAO nous aide au moyen de conseils juridiques gratuits et de lieux de rencontre. »

La loi sur l'immigration sape donc les droits garantis des travailleur·euse·s, une situation que pourrait encore aggraver la xénophobie grandissante. Le rôle central joué par les travailleur·euse·s migrant·e·s des pays voisins dans la construction de l'économie sud-africaine semble oublié depuis longtemps. ●

Escroquerie en ligne : aucune reconnaissance pour les victimes

La traite d'êtres humains au service de l'escroquerie en ligne, une nouvelle forme d'esclavage moderne en plein essor, surtout en Asie du Sud-Est.

Texte : Katja Schurter, rédactrice

« La criminalité transfrontalière organisée ne s'est jamais développée aussi vite », constate Rebecca Miller, de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), qui travaille sur l'escroquerie en ligne depuis deux ans. Les victimes sont recrutées à l'aide de fausses promesses, puis enfermées dans des sites industriels où elles sont contraintes d'obtenir des informations personnelles telles que mots de passe, coordonnées bancaires ou informations de carte de crédit sous couvert d'une fausse identité. « Cette forme de traite des êtres humains rapporte des milliards », indique Rebecca Miller. Des études de l'UNODC ont ainsi révélé que l'industrie de l'escroquerie générerait entre 7,5 et 12,5 milliards de dollars dans certains pays de la région du Mékong, soit la moitié du PIB du pays concerné.

Le Cambodge en tête de liste

L'ONU estime que, rien qu'en 2023, plus de 100'000 travailleur·euse·s forcé·e·s étaient détenu·e·s dans des centres d'arnaque du Cambodge. Le recrutement a lieu en ligne : « Des offres d'emploi ressemblant à celles d'agences de vente en ligne ou d'assurances sont publiées sur Facebook ou Instagram », explique Brandy York, qui travaille comme conseillère indépendante pour Central, organisation partenaire de Solidar au Cambodge. « Les personnes postulent, on organise leur voyage, leur visa, leur logement, et elles sont directement amenées sur le site. » Si certaines se doutent du caractère peu réglementaire de l'activité, elles ne se rendent pas compte qu'elles seront privées de leur liberté de mouvement. « Ce n'est qu'à leur arrivée qu'elles découvrent ce qu'elles vont devoir faire concrètement », poursuit la chercheuse. « Leur passeport est confisqué, elles sont enfermées et surveillées. Si elles refusent ou si elles ne satisfont pas aux quotas, elles sont battues voire torturées. »

Dettes et mauvais traitements

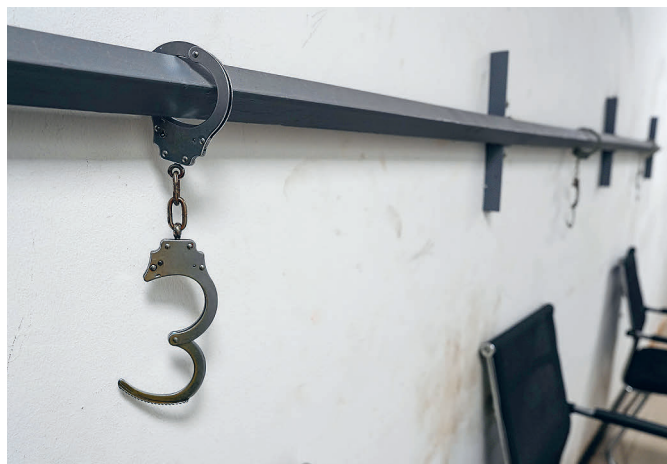
Si les victimes ne peuvent pas s'échapper, c'est aussi parce qu'elles se sont souvent endettées pour faire le voyage. Beaucoup ont un diplôme supérieur et voient cet emploi présumé comme une chance face au manque de possibilités dans leur pays. « Leur point commun, c'est le besoin d'argent. La majorité sont des jeunes hommes, car il est souvent plus difficile pour les femmes de quitter leur pays. Elles se tournent plutôt vers la prostitution en ligne », explique Brandy York. La plupart viennent d'Indonésie, du Myanmar, de Thaïlande, d'Inde ou de Chine, mais aussi du Kenya ou d'Éthiopie. Sans autorisation de séjour et de travail, il leur est encore plus difficile de se

défendre. Parfois, les victimes peuvent racheter leur liberté, « mais en s'endettant plus lourdement et en enrichissant encore les groupes criminels », précise Rebecca Miller.

« Quand les proches contactent des ONG, celles-ci préviennent la police anti-traite des êtres humains pour qu'elle libère les victimes, sauf qu'elle fait uniquement sortir la personne qui se trouve sur sa liste. Le centre n'est pas fermé, les propriétaires ne sont pas poursuivi·e·s », ajoute Brandy York. Souvent, les personnes libérées se retrouvent en prison pour atteinte aux lois sur la migration, car elles sont rarement reconnues en tant que victimes. Leur seul soutien vient des ONG, qui leur offrent des conseils juridiques et psychologiques, un logement provisoire et une aide pour rentrer chez elles.

La corruption, frein à l'action

La prévention passe notamment par de nécessaires campagnes de sensibilisation dans les pays d'origine, dans lesquelles les médias jouent un rôle clé. Face à la corruption qui empêche toute action concrète dans de nombreux pays, l'UNODC a fondé en 2024 un réseau de sept pays visant à mieux coordonner la lutte contre la criminalité transfrontalière en Asie du Sud-Est. Mais pour Rebecca Miller, les cibles de la cybercriminalité, comme l'Europe ou les États-Unis, sont aussi appelées à agir, par exemple en enquêtant sur le rôle des banques. « Je n'ai jamais vu une telle brutalité en 25 ans de carrière », conclut-elle. « L'escroquerie n'est pas un phénomène nouveau, mais la traite des êtres humains, le nombre de victimes, la torture, le sang aux murs, c'est extrêmement choquant. » ●



Postes de travail dans un vaste centre d'arnaque aux Philippines. Les personnes qui ne satisfont pas aux quotas sont souvent torturées.

L'esclavage moderne dans les briqueteries

Pas de salaire minimal, pas d'assurance-maladie, dettes auprès de l'employeur·euse. La servitude pour dettes concerne des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants dans l'industrie des briques cambodgienne.

Texte : Sammedy Seng, coordinateur de projet au Cambodge

Cela fait plus de 20 ans que Ke Rin a voulu échapper à la pauvreté rurale avec sa famille. Pour partir, elle s'est endettée auprès du propriétaire d'une briqueterie qui lui avait promis du travail. Depuis, toute la famille travaille pour lui et vit dans un logement vétuste qu'il fournit. Les enfants de Ke Rin ne sont jamais allé·e·s à l'école et ne peuvent pas quitter la briqueterie pour cause de dettes, transmises de génération en génération. Les salaires sont trop maigres pour que Ke Rin puisse un jour espérer les rembourser.

De puissants intérêts

Cette forme d'esclavage moderne a la peau dure au Cambodge. Bon nombre de propriétaires de briqueteries sont de haut·e·s fonctionnaires du gouvernement et tentent de torpiller le travail mené par le syndicat BWTUC pour améliorer les conditions de la main-d'œuvre. L'an dernier, l'organisation partenaire de Solidar s'est vu barrer l'accès au site de la fa-

Pour économiser, les briqueteries alimentent leurs fours avec des déchets textiles malgré l'interdiction.

brique de briques Yeat Lai. Le contact a tout de même pu être établi par l'intermédiaire d'une travailleuse et le personnel a commencé à se réunir au stand de nourriture pour parler des longues journées de travail, des congés insuffisants, des toilettes sales, des bas salaires et du remboursement des dettes.

Beaucoup de travailleur·euse·s, de membres de leur famille et de riverain·e·s souffrent de maladies respiratoires à cause de l'air lourdement pollué. Pour économiser, les bri-



Ke Rin au travail dans la tuilerie qu'elle et sa famille ne peuvent pas quitter en raison des dettes contractées auprès de leur employeur.

queteries alimentent en effet leurs fours avec des déchets textiles malgré l'interdiction. Un système qui profite aussi aux usines textiles, qui peuvent éliminer à bas coût de grandes quantités de déchets de production. En même temps, les travailleur·euse·s et leurs familles n'ont souvent pas accès aux soins de santé. Bien que les employeur·euse·s aient pour obligation d'affilier leur personnel à l'assurance-maladie auprès de la caisse nationale d'assurances sociales, près de la moitié s'en dispense.

Un travail syndical qui porte ses fruits

BWTUC apprend aux travailleur·euse·s à négocier une baisse des intérêts sur les dettes et des mensualités de remboursement avec les employeur·euse·s. Le syndicat incite aussi le gouvernement à se pencher sur les questions de protection du travail, de servitude pour dettes, de travail des enfants et de liberté de réunion, et sanctionne les employeur·euse·s qui n'affilient pas leur personnel à l'assurance-maladie.

Quand l'employeur de Yeat Lai a eu vent de l'organisation syndicale en cours, il a menacé le personnel de licenciement et de remboursement forcé de dettes. Bravant la crainte de représailles, les travailleur·euse·s ont fondé un syndicat. À ce jour, pas le moindre licenciement en vue. ●

« Ne donne ton passeport à personne »

Nous avons demandé à Olga Dunebabina, de La Strada Ukraine, pourquoi le risque de traite des êtres humains est plus élevé pour les personnes réfugiées.

Interview : Katja Schurter, rédactrice



Olga Dunebabina

Responsable communication,
La Strada Ukraine

La Strada s'engage pour la prévention de la traite des êtres humains et la protection des victimes. Quels sont les risques spécifiques pour les personnes exilées, par exemple d'Ukraine ?

Le danger était grand dans l'année qui a suivi le début de l'agression russe en 2022. Beaucoup de personnes – en majorité des femmes et des enfants, les hommes ayant pour interdiction de quitter le pays – sont parties pour la Pologne, la Roumanie, la Hongrie et d'autres pays d'Europe de l'Est et ont été exposées à ce risque. Selon un rapport de La Strada International, 42 condamnations ont été prononcées pour traite des êtres humains concernant des personnes réfugiées d'Ukraine. Ces décisions de justice cachent une grande variété de cas, car la traite des êtres humains est difficile à prouver. Actuellement, il s'agit davantage d'exploitation par le travail que de traite.

Comment cela se traduit-il ?

Beaucoup de femmes souhaitent partir à l'étranger parce qu'elles ont besoin d'argent, ce qui les expose au risque d'exploitation. Elles postulent à des offres publiées sur Facebook, Instagram, etc., dont l'authenticité est difficilement vérifiable. À leur arrivée, certaines découvrent qu'on attend d'elles des services sexuels. Mais le principal problème réside dans les conditions de travail qui ne correspondent pas à ce qui avait été annoncé. Les femmes doivent par exemple travailler douze heures par jour pour un salaire de misère. Or, les personnes réfugiées venant des zones occupées, surtout, ne peuvent pas sim-

« Le principal problème, c'est que les conditions de travail ne correspondent pas à ce qui avait été annoncé. »

plement décider de quitter ces postes, car elles n'ont nulle part où aller.

Ne peuvent-elles pas demander l'asile ?

Si, mais elles n'en ont pas toutes conscience ou se méfient du pays d'accueil et craignent d'être expulsées. C'est encore plus difficile pour les hommes, qui n'ont pas le droit de partir et sont par définition en situation irrégulière. Ils n'osent pas se rendre à l'ambassade ukrainienne de peur d'être renvoyés.

Que faire pour lutter contre la traite des êtres humains et l'exploitation par le travail ?

La Strada offre une ligne téléphonique accessible 24 h/24 pour les victimes. Nous informons et nous nous battons pour un changement législatif. Un article sur la traite en ligne doit être ajouté à la loi actuelle sur la lutte contre la traite des êtres humains. Aujourd'hui, quand une plateforme est bloquée, cinq autres apparaissent. Mais il faut aussi des services sociaux, des possibilités de travail et des campagnes publiques sur les risques. En collaboration avec la protection des frontières, nous avons pu accrocher de petites affiches disant : « Ne donne ton passeport à personne ». L'effet est bien là, car les personnes qui attendent lisent les affiches, ne serait-ce que par ennui. Les gouvernements, les organisations de la société civile et les organisations internationales doivent en outre travailler ensemble, en Ukraine comme ailleurs.

Que se passe-t-il quand on donne du pouvoir aux femmes, comme le font les organisations partenaires de Solidar Suisse en Ukraine avec des conseils et un soutien financier ?

Il s'agit d'un autre facteur important pour prévenir la traite des êtres humains et d'autres formes de violence liée au genre, notamment. Ces mesures ne bénéficient pas uniquement aux femmes, mais à la société dans son ensemble.

Que devraient faire des pays comme la Suisse qui accueillent des personnes réfugiées ?

Renforcer l'assistance médicale, psychologique et sociale. Mais il est aussi essentiel de poursuivre les responsables en justice.

Faire une bonne action avec votre héritage

Avez-vous déjà envisagé de léguer une part de votre héritage à une organisation d'utilité publique ? Une façon de vous engager, par-delà la mort, pour une cause qui compte pour vous.

Texte : Amélie Ardaya et Paula Hromkovicova, gestion des successions

La mort n'est pas la fin de tout. Avec un simple testament, vous pouvez léguer une partie de vos biens à une ONG et ainsi transmettre des valeurs et soutenir des causes qui vous sont chères.

Un héritage qui ouvre des horizons

La transmission d'un héritage ou d'un legs à une organisation d'utilité publique est possible, atteste de votre engagement de toute une vie et incite d'autres personnes à suivre votre exemple. Elle vous permet de vous assurer que vos biens sont utilisés à bon escient et servent une bonne cause. Par exemple auprès de Solidar Suisse, où votre soutien fait avancer la lutte contre l'injustice et les inégalités, et favorise les structures solidaires. Vous pouvez soutenir la prévention des violences faites aux femmes et les conseils aux victimes en Amérique latine ou permettre aux jeunes du Mozambique de suivre une formation professionnelle et de se créer de nouvelles perspectives en fondant une petite entreprise. Ou encore encourager les jeunes du Kosovo à défendre des changements positifs dans leurs communes et leurs villages et à participer activement à la prise de décisions politiques. Ce ne sont là que quelques exemples des bienfaits que votre héritage peut avoir pour des centaines de personnes.

Plus de latitude avec le nouveau droit successoral

Comment cela fonctionne-t-il concrètement ? L'ONG reçoit un pourcentage ou la totalité de votre fortune avec un héritage, et un montant spécifique avec un legs. L'un comme l'autre sont établis dans votre testament, que vous pouvez modifier ou annuler à tout moment.

Vous devez tenir compte de la part réservée à vos héritier·ère·s légaux·ales, qui a été modifiée lors de la dernière révision du droit successoral. Celle-ci a en effet réduit les parts réservataires, ce qui vous donne la liberté de décider d'une partie plus importante de votre succession. Les enfants ou,



Des diplômées de l'institut de formation professionnelle Meu Futuro à Chimoio, au Mozambique, jouent pendant une pause.

en cas de décès, les petits-enfants, ont désormais droit à la moitié de la part d'héritage légale, alors qu'elle s'élevait jusque-là à trois quarts. Les époux·ses et les partenaires enregistré·e·s continuent de recevoir la moitié de l'héritage, tandis que la part réservataire pour les parents a été supprimée. Vous pouvez donc disposer librement de la moitié de votre succession dans votre testament, contre trois huitièmes auparavant. Globalement, le nouveau droit successoral élargit votre marge de manœuvre. Vous pouvez plus facilement tenir compte d'héritières et héritiers de votre choix en plus des réservataires, par exemple si vous vivez en concubinage ou si vous souhaitez aider des ami·e·s ou des organisations comme Solidar Suisse. En l'absence de testament ou de pacte successoral, l'ordre de succession légal continue de s'appliquer.

Si nous avons éveillé votre curiosité et si vous souhaitez en savoir plus, n'hésitez pas à nous contacter, à consulter notre site internet ou à lire notre brochure sur les héritages et les legs. ●

Comment rédiger mon testament ?

Amélie Ardaya est votre interlocutrice en matière d'héritages et de legs chez Solidar Suisse. Elle peut également vous mettre en contact avec des spécialistes indépendant·e·s du sujet.

Contactez-la via l'adresse e-mail amelie.ardaya@solidar.ch ou par téléphone au 021 601 21 63.



Obtenir plus d'informations sur notre site internet



D'un continent à l'autre, la solidarité en premier plan

Rencontre avec Amélie Ardaya, 33 ans, qui tisse des liens entre la Suisse et la Bolivie.

Texte : Sylvie Arnanda, responsable communication

Amélie Ardaya a rejoint l'équipe de Solidar Suisse au mois de janvier 2025. Bien qu'elle soit responsable des partenariats institutionnels privés et la gestion des successions en Suisse romande, c'est en Bolivie qu'elle a effectué ses premiers pas au sein de notre organisation. Amélie est l'alliage de deux mondes. Née en Bolivie, elle a rejoint la Suisse lorsqu'elle avait 12 ans. Une expérience qui a forgé son intérêt pour les thématiques liées à l'en-

vironnement et aux inégalités. « J'ai toujours eu ces deux mondes dans ma vie : un pays en développement avec beaucoup de précarité et un pays très riche où cette dernière est moins visible », explique-t-elle. Elle choisit la filière « Développement et environnement » à l'Université de Lausanne, avec un objectif en tête : œuvrer pour la solidarité en Suisse et en Bolivie et acquérir une expérience professionnelle dans ce pays andin.

Des projets au terrain en Bolivie

Notre nouvelle collègue a fait ses armes dans le domaine des ONG en Suisse, notamment dans la recherche de fonds. Elle a présenté des projets afin de décrocher un financement permettant, à terme, de soutenir des personnes affectées par la précarité ou les crises dans le monde. Elle aime se plonger dans les documents qui recèlent les fondements du projet : « Je peux voir les activités qui vont être mises en place, les budgets, les approches, la réalité sur le terrain, les défis aussi. C'est une autre manière d'entrer dans un projet, d'être au plus près du travail de l'organisation », indique-t-elle avec élan.

En 2023, pourvue de solides compétences et de ses économies, Amélie réalise son objectif : elle retrouve sa famille à La Paz et obtient deux contrats de travail au sein d'organisations de la population civile qui défendent les droits des femmes et les personnes LG-BTIQ+. Cette fois-ci, elle s'implique dans la mise en œuvre des projets sur le terrain et entre en contact direct avec les populations. Fin 2024, lorsqu'elle frappe à la porte de Solidar, ses deux contrats sont sur le point de s'achever.

Un début entre deux continents

« Je connaissais déjà Solidar, par ses activités en Bolivie, et j'apprécie aussi son côté combatif et ses thématiques comme le travail décent et la participation démocratique. Elle se démarque ainsi dans son domaine », explique Amélie. Avant de rejoindre notre bureau lausannois en mars 2025, elle a encore profité de son quotidien bolivien. « Je me rends au bureau de Solidar Suiza sur place pour être en présence de nos collègues. En fin de journée, je profite de ma famille, de mes ami-e-s avant de retrouver la Suisse. » Elle a aussi eu l'occasion de rencontrer des participant-e-s à nos projets et de recueillir de précieux témoignages.

Arrivée en Suisse, elle a emporté ses connaissances de notre travail en Bolivie et des souvenirs de sa réalité d'alors : « Le soir, je faisais bien attention en choisissant un taxi. Avec mes ami-e-s nous nous envoyions toujours un message pour confirmer que nous étions arrivé-e-s bien chez nous. J'avais

toujours une alarme avec moi et mon petit couteau suisse au cas où. Je n'ai pas eu d'expérience négative, mais la vigilance était de mise », nous raconte-t-elle. Ces anecdotes font écho aux axes d'action de Solidar Suisse en Bolivie, tels que la lutte contre la violence généralisée envers les femmes.

S'engager malgré les crises

En Suisse ou en Bolivie, les défis marquent le domaine de la coopération au développement. « Je trouve que nous vivons des temps compliqués et angoissants. Les ONG font face à une période de crise. Elles sont confrontées à la diminution des fonds et à l'augmentation des besoins. Les années 1990 et 2000 étaient différentes, c'était l'âge d'or de la coopération au développement, en Bolivie aussi », commente Amélie. Elle ne se laisse pourtant pas démonter

et nourrit son allant des « petits succès » lorsqu'une demande de financement aboutit ou s'applique à rendre le sujet des legs moins tabou, car pour elle, c'est « un geste qui a du sens et qui peut avoir un impact auprès de milliers de personnes, surtout dans une époque troublée ».

Son engagement au sein de Solidar s'inscrit dans ses souhaits profonds pour l'avenir : « Je souhaite que nous tenions compte des thématiques liées à

l'environnement et aux inégalités, que nous soyons plus solidaires, que nous nous recentrions sur l'essentiel. Je me demande toujours pourquoi la fin de la pauvreté n'est pas une priorité pour tout le monde. » Son souffle, elle le trouve non seulement dans des expériences de travail accompagnées d'échanges mais aussi dans l'art, la linogravure, le dessin et la collecte hétéroclite d'images graphiques. Bienvenue au sein de notre équipe, Amélie ! ●

Je me demande toujours pourquoi la fin de la pauvreté n'est pas une priorité pour tout le monde.



Dominic Deville

Le satiriste, comédien et musicien punk commente l'actualité dans un numéro sur deux du Soli.

Des framboises dans le cosmos

Saviez-vous que le logo de la sucette Chupa Chups a été créé par Salvador Dalí ? Ou que les chevaux sont incapables de vomir ? J'adore les fun facts, ces petites anecdotes qui font de vous l'objet de toutes les attentions, comme ce collègue qui vient d'épater la galerie à l'afterwork avec son exposé express sur la granulation solaire, sans avoir jamais mis les pieds à l'université. Et pendant que j'y suis, la Voie lactée sent la framboise. Le saviez-vous ? Les fun facts nous coupent net dans notre élan pour nous emplir d'une sensation semblait-il désapprisée depuis longtemps. L'étonnement. Voilà pourquoi on s'en souvient si facilement. Mais, en tant que satiriste, je ne peux pas me contenter uniquement de drôleries. Mon job, c'est aussi d'inverser la vapeur. J'attire l'attention sur des choses susceptibles d'indigner toute personne animée un tant soit peu par la solidarité et la justice. Par exemple sur le fait que 50 millions de personnes vivent en situation d'esclavage. Sauf que le cerveau a tendance à refouler les informations désagréables au profit d'évocations plus douces, des framboises par exemple. Je dois donc les présenter d'une manière absurde et divertissante. C'est pour cela que j'ai créé les anecdotes pas si marrantes (not-so-fun facts), faciles à mémoriser qui ne visent pas seulement à étonner, mais aussi et surtout à inciter au changement. Saviez-vous que, le temps de déguster une Chupa Chups, quelque 60 personnes sont tombées dans l'esclavage ? Qu'il y a plus de personnes en situation d'esclavage que de chevaux ? Que l'esclavage moderne existe aussi chez nous en Suisse ? Le plus souvent à cause des framboises. Hop, en route pour le prochain afterwork !

1993



Une loi pour les employé·e·s de maison

En Bolivie, Solidar Suisse a soutenu le syndicat d'employé·e·s de maison FENATRAHOB, fondé en 1993, qui a obtenu de haute lutte une loi pour ces travailleur·euse·s en 2003. Avant, le personnel de maison travaillait douze à treize heures par jour avec souvent pour seule contrepartie la nourriture et le logement ou un très maigre salaire, mais sans prestations sociales ou congés payés. En instaurant un salaire minimum et des journées de travail de huit heures, cette loi a considérablement amélioré leur situation.

Quiz sur l'esclavage moderne

- Combien de personnes sont victimes d'esclavage moderne ?**
 - F** 2,4 millions
 - E** 49,6 millions
 - L** 165 millions
- Combien de personnes sont concernées par le mariage forcé ?**
 - J** 3 millions
 - F** 15 millions
 - S** 22 millions
- Combien de personnes sont en situation de travail forcé ?**
 - C** 27,6 millions
 - E** 33,5 millions
 - B** 87,4 millions
- Quelle est la part d'enfants parmi les travailleur-euse-s forcé-e-s ?**
 - M** 1 %
 - L** 12 %
 - S** 35 %
- Dans quelle mesure le risque de travail forcé est-il plus élevé pour les personnes migrantes ?**
 - R** aussi élevé
 - T** deux fois plus élevé
 - A** trois fois plus élevé
- Combien de milliards de dollars de profits illégaux le travail forcé génère-t-il ?**
 - Q** 45 milliards
 - S** 124 milliards
 - V** 236 milliards
- Quelle est la part de femmes et de filles parmi les travailleur-euse-s forcé-e-s ?**
 - T** 23,1 %
 - A** 39,4 %
 - Z** 53,6 %
- Combien de personnes en Afrique sont concernées par le travail forcé ?**
 - G** 3,8 millions
 - G** 8,7 millions
 - N** 14,9 millions
- Quelle part de travailleur-euse-s forcé-e-s vit dans la région Asie-Pacifique ?**
 - Y** 23 %
 - C** 35 %
 - E** 55 %

Solutions

1	2	3	4	5	6	7	8	9
---	---	---	---	---	---	---	---	---

Envoyez vos solutions à Solidar Suisse par carte postale ou par e-mail à l'adresse : contact@solidar.ch, Objet « Quiz ». Ou répondez en ligne :



solidar.ch/quiz

- 1^{er} prix** Bon pour un week-end pour deux à l'hôtel Medelina de Curaglia
- 2^e prix** Un abonnement d'un an à la formule numérique du média indépendant *Le Courier*, [lecourrier.ch](https://www.lecourrier.ch)
- 3^e prix** Un sac en tissu Solidar

Délaï d'envoi des réponses le 15 juin 2025. Le nom des gagnant-e-s sera publié dans le numéro 3/2025 du Soli. Aucune correspondance ne sera menée concernant le concours. Tout recours à la voie juridique est exclu. Le personnel de Solidar Suisse est exclu de la participation.

La réponse à l'énigme du numéro 1/2025 du Soli était « agir maintenant ». Susanne Flück de Rhäzüns a gagné un shampoing, Caroline Spertini d'Épalinges une crème pour le visage et Georg Studer de Zoug un savon de Bartgwagwasu.

Mentions légales

Édition

Solidar Suisse
 Quellenstrasse 31
 8005 Zurich
 Tél. 021 601 21 61
contact@solidar.ch, solidar.ch
 IBAN CH49 0900 0000 1001 4739 9
 Membre du réseau européen Solidar

Rédaction

Katja Schurter (rédactrice responsable), Christian von Allmen, Benjamin Gross, Sylvie Arnanda, Cyrill Rogger

Mise en page

notice.design

Traductions

Katja Schurter, alingui

Correction

Jeannine Horni, Valérie Knechciak

Impression et expédition

Mattenbach AG

Papier

Holmen Trend 2.0,
 certifié ISO 14001 et FSC

Tirage

37'000 exemplaires (paraît quatre fois par an).
 Le prix de l'abonnement est compris dans la cotisation (membres individuels 70 francs par an minimum, organisations 250 francs minimum).

Verso

Combattez avec nous les inégalités.
 Visuel : Spinax Civil Voices



**Votre don en
bonnes mains.**

SO LD ES

e^sclavage moderne

**Combattez avec nous
les inégalités dans le monde :
solidar.ch**

**solidar
suisse**